

du Sommet d'Ottawa, il avait la responsabilité toute particulière d'assurer le déroulement harmonieux d'une conférence dont la plupart des participants allaient se rencontrer pour la première fois. Un marché pétrolier relativement stable a permis aux dirigeants de se concentrer sur la stagflation et les relations Nord-Sud, mais aucune solution satisfaisante n'a émergé des rencontres d'Ottawa et de Cancun. Les doutes des Américains quant à la possibilité que les négociations globales parviennent à régler les problèmes connexes du monde développé et en développement ont mené à la décision de poursuivre les discussions, mais sans échéancier fixe.

C'est avec les États-Unis que le Canada a continué d'entretenir ses relations bilatérales les plus importantes. Les questions traditionnelles de l'énergie, de l'investissement et de l'environnement sont venues en tête de liste des problèmes examinés dans le cadre de ces relations, le Programme énergétique national et les pluies acides étant les plus discutés.

Sur le plan intérieur, les Canadiens se sont intéressés au règlement des problèmes fédéraux-provinciaux entourant le rapatriement de la Constitution, mais, de même que les citoyens des autres pays, ils ont ressenti une inquiétude croissante face à la montée de l'inflation et au chômage. Malgré ses réductions budgétaires, le Canada a continué d'accorder une haute priorité à l'aide au développement; à la Conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés tenue à Paris, le premier ministre a d'ailleurs annoncé l'intention du gouvernement de consacrer dans les années à venir 0,15 % du produit national brut à l'aide aux pays les plus pauvres. Le Canada a également créé la Société Pétro-Canada pour l'assistance internationale, société de la Couronne autorisée à dépenser jusqu'à \$250 millions dans les cinq prochaines années pour aider les pays en développement à trouver et à exploiter de nouvelles sources d'hydrocarbures. Il a également conclu un certain nombre d'accords de coopération scientifique avec des pays en développement, dont le Mexique, le Brésil et la Chine.

En janvier, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan, a annoncé que les Caraïbes du Commonwealth recevraient la priorité dans la politique étrangère du Canada; en juillet, notre pays s'est associé aux États-Unis, au Mexique et au Venezuela dans le cadre de l'Initiative du bassin des Caraïbes. En outre, la Chambre des communes a créé un sous-comité des relations du Canada avec l'Amérique latine et les Caraïbes.

Les relations du Canada avec certains pays du Moyen-Orient ont été renforcées par des visites ministérielles fédérales et provinciales. Lorsque le roi Hussein de Jordanie a visité Ottawa en octobre, le Canada a annoncé qu'il ouvrirait une ambassade à Amman en 1982. Signalons, par ailleurs, qu'il a levé les sanctions imposées contre l'Iran en 1980 sans, pour autant, réaffecter de personnel à son ambassade de Téhéran.

En tant que membre du Groupe de contact des pays occidentaux, le Canada a contribué activement à la reprise des négociations visant à mettre